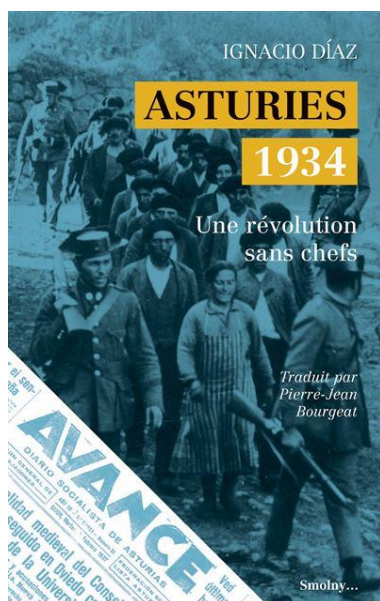


À propos d'une insurrection oubliée



■ Ignacio DÍAZ
ASTURIES 1934
Une révolution sans chefs
Édition établie par Sébastien Plutniak
Traduit de l'espagnol par Pierre-Jean Bourgeat
Smolny, 2021, 256 p.

Si l'insurrection ouvrière des Asturies d'octobre 1934 fut de courte durée – quinze jours –, le temps n'est jamais le bon critère pour juger de l'intensité d'une expérience révolutionnaire, surtout quand on sait que, devenue maître des horloges, sa dynamique le plus souvent s'inverse pour ne tendre qu'à la consolidation de son pouvoir en se coupant de son élan initial. L'histoire, il est vrai, est comptable. Elle range, selon des critères apparemment objectifs, les moments de grand trouble social dans des catégories qui lui appartiennent et que ses commis maîtrisent à merveille : soulèvement, insurrection, émeute, sécession, révolte, révolution... Dans cette typologie, seul compte, en fait, le critère du retour à l'ordre – sous une ancienne ou une nouvelle forme. C'est bien sûr ignorer, ce qu'ignore le plus souvent l'histoire, la portée inspirante que nécessairement foment dans les imaginaires toute offensive sociale de grande portée et, de même, sa puissance de réactivation.

Il en est ainsi de l'insurrection des Asturies, qui préluda à la guerre de classes qui embrasa l'Espagne en juillet 1936 en accouchant, du moins dans ses premiers temps, d'un moment révolutionnaire à la fois complexe et exceptionnel de promesses et d'enseignements. C'est pourquoi il faut saluer la récente édition en français de la très lisible, mais discutable, synthèse qu'Ignacio Díaz consacra en 2012¹ à cet événement oublié de l'histoire sociale espagnole du XX^e siècle.



La région asturienne représente dans les années 1930, avec la Catalogne, le second pôle industriel important de l'Espagne. Structuré autour du charbon, des manufactures d'armes, de la métallurgie et de l'industrie de la pêche, son mouvement ouvrier s'y montre, comme dans tout le nord de l'Espagne, très sensible à la question de l'unité ouvrière. Puissante grâce à son syndicat de mineurs, la socialiste Union générale des travailleurs (UGT) y côtoie l'anarcho-sindicaliste et remuante Confédération nationale du travail (CNT). Leurs relations ont varié au gré des positionnements politiques du PSOE (parti socialiste), tutelle politique de l'UGT, mais elles relèvent le plus souvent d'une stratégie d'unité d'action parfois conflictuelle mais globalement dénuée d'hostilité. Il est vrai que la CNT asturienne est plus pragmatique qu'elle peut l'être dans d'autres régions d'Espagne. Ignacio Díaz a raison de pointer que, en 1934, « le prolétariat asturien possède un haut degré d'organisation, le plus élevé de l'État espagnol » – ce que Joaquín Maurín, dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), avait déjà souligné en lui accordant l'avantage de la « maturité ». Pour que le panorama soit complet, on ajoutera au tableau l'existence d'un noyau du communiste dissident Bloc ouvrier et paysan (BOC),

¹ Ignacio Díaz, *Asturias octubre de 1934, la revolución sin jefes*, Virus, Barcelona, 2012. On insistera, au passage, sur la qualité de la traduction que nous livre Pierre-Jean Bourgeat, par ailleurs préfacier de l'édition française. Cette préface est disponible en ligne sur <https://www.lavoiedujaguar.net/Hommage-aux-Asturies>.

influent à Mieres, dont un des dirigeants, Manuel Grossi Mier² joua un rôle important dans l'insurrection d'octobre. Résiduels, le Parti communiste d'Espagne et son syndicat-croupion, la CGTU, tout occupés qu'ils furent à condamner les menées des « anarcho et social-fascistes », n'eurent en revanche, en dépit d'une ancienne légende, aucune influence notable sur le déroulement de l'Insurrection d'octobre.



Déjà évoquée, la tradition d'unité au sein du mouvement ouvrier asturien n'est pas étrangère au fait que, contrairement au reste du territoire de l'État espagnol, l'idée de l'Alliance ouvrière révolutionnaire ait pu prendre, entre Oviedo et Gijón, une certaine consistance. Portée à l'origine par le BOC, elle fut réinterprétée et validée, avec des visées différentes, par ses deux principales composantes³. Ignacio Díaz s'en tient, quant à lui, à souligner le « rôle instrumental » que l'Alliance se serait octroyée et à dénoncer son « caractère hiérarchique et bureaucratique ». Reprise d'une certaine tradition gauchiste, sa critique ne l'empêche pas, cela dit, de reconnaître que les premières manifestations publiques de l'Alliance rencontrèrent « un succès retentissant » et attestèrent de « l'état d'esprit combatif du prolétariat asturien ».

Au-delà des interprétations, il importe plutôt, nous semble-t-il, pour le cas, de comprendre en quoi et comment la question de l'unité ouvrière fit bouger les lignes du patriotisme d'organisation. Dans le cas de l'UGT, majoritaire régionalement, il s'agissait certainement, un peu contrainte, de répondre à l'aspiration unitaire de sa base. Dans celui de la CNT, en revanche, et quel que fût son devenir, le choix de l'Alliance reposait sur une analyse du moment vécu. Après les échecs répétés des tentatives insurrectionnelles d'instauration ici ou là du communisme libertaire, la question de l'unité de classe lui semblait, en effet, devenue centrale dans l'élaboration d'une stratégie enfin conséquente d'offensive révolutionnaire. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'elle s'en expliqua elle-même : « Nous estimons que le dilemme posé au prolétariat espagnol est décisif : se soumettre à un régime dictatorial fasciste ou aller vers l'abolition du capitalisme en implantant un régime social dans lequel ne seront possibles ni l'exploitation de l'homme par l'homme ni la tyrannie. De ce fait, nous nous accordons à proposer que la CNT, sans aucun confusionnisme, tout en conservant sa personnalité collective, sa doctrine et sa tactique, forme une *Alliance ouvrière révolutionnaire* avec toutes les organisations prolétariennes qui ont pour but l'abolition du capitalisme par la révolution sociale.⁴ » Pour la CNT asturienne, l'alternative est déjà claire – fascisme ou révolution –, et la seule réponse adaptée à ce « dilemme » est la sienne : « unité révolutionnaire pour des réalisations révolutionnaires ». Ce fut aussi la ligne défendue, contre vents et marées et solitairement, par l'un des anarchistes espagnols sans doute le plus conséquent de son temps : Valeriano Orobón Fernández⁵ (1901-1936).



² Manuel Grossi Mier est, par ailleurs, l'auteur d'un des rares livres – aujourd'hui malheureusement introuvable – publiés en langue française sur le sujet qui nous occupe : *L'Insurrection des Asturies : quinze jours de révolution socialiste*, traduit de l'espagnol par Georges Garnier, Études et documentation internationales (EDI), Paris, 1972.

³ Et pour la CNT des Asturies en claire opposition avec la décision d'un plénum des fédérations régionales de la CNT qui, par méfiance des socialistes, se déclara, le 23 juin 1934, hostile à toute stratégie d'alliance avec leur syndicat, position qu'elle ne rectifiera que deux ans plus tard, à la veille de la guerre civile.

⁴ Lettre au plénum de la CNT des Asturies expédiée depuis la prison de Gijón par un groupe influent de militants confédéraux incarcérés « sur ordre gouvernemental » à la suite de l'insurrection ratée de décembre 1933.

⁵ Voir José Luis Gutiérrez Molina, *Valeriano Orobón Fernández : anarcosindicalismo y revolución en Europa*, Libre Pensamiento, 2002. On trouvera une recension de cet ouvrage sur <http://plusloin.org/contre-temps/n9/ValerianoOrobnFern.pdf>.

Ignacio Díaz est sans doute dans le vrai quand il note que la dynamique d'alliance non seulement ne régla pas, mais accentua, la « contradiction » entre « des bases désirant s'extraire, par la révolution, du cadre étroit de la République » et « des cadres socialistes syndicaux et politiques pour lesquels l'objectif [était] le maintien de la République – et de leur pouvoir en son sein – contre les tentatives des droites réactionnaires de la liquider », mais il a tort d'en faire la seule explication d'une défaite à venir.

Quand la consigne, lancée par les seuls chefs socialistes depuis Madrid, de se préparer à la grève générale révolutionnaire sur tout le territoire de l'État espagnol arrive, elle rencontre, aux Asturies, un assentiment enthousiaste des bases même si le doute subsiste sur le fait que l'appareil allianciste soit en capacité de déclencher un réel processus révolutionnaire. L'année 1934 est riche de signes attestant une évidente radicalisation de la combativité ouvrière : affrontements continuels avec les forces de répression, poussées de colères dans les mines, tentatives émeutières, attaques d'églises, grève victorieuse des ouvriers du bâtiment de Gijón affiliés à la CNT, grève de la faim des prisonniers sociaux d'Oviedo... L'auteur liste, dans un chapitre intitulé « La préparation », tous les symptômes d'une accentuation tangible de la combativité de classe. L'impression qu'on en retient, pourtant, c'est celle d'une sorte de dichotomie entre la dynamique allianciste des bases et l'apparente hésitation de l'appareil de direction de l'Alliance qu'on perçoit comme paralysé par l'hypothèse de plus en plus probable de l'insurrection générale. Comme s'il lui manquait l'aspiration au saut qualitatif, ce manque justifiant pleinement la prémonition du responsable anarcho-syndicaliste allianciste José María Martínez : « L'Alliance se fera avant tout parce qu'elle est une clameur du peuple ouvrier. »

Il faut cela dit admettre que, pour les dirigeants de l'UGT (et du PSOE, car l'un ne va pas sans l'autre quand on est courroie de transmission), la mutation que la nouvelle donne impliquait, contrevenait à un point tel à une très ancienne culture pacificatrice du conflit social que la radicalisation de leurs bases les inquiétait, au fond, tout autant qu'elle terrorisait la bourgeoisie. Et que là était précisément le nœud gordien qu'ils peinaient à trancher.

L'une des principales faiblesses de ce livre, c'est sans doute, par basisme, de gommer systématiquement cet aspect de la question, d'ignorer en quoi la mutation induite par l'Alliance impliquait un radical changement de mentalité. Unitaires, les ugétistes l'étaient aux Asturies autant que les cénétistes, mais dans une perspective différente : pour les uns, antifasciste ; pour les autres, ouvertement révolutionnaire. Cette nuance, qui en est bien plus qu'une, semble quelque peu échapper à la lecture ultragauche d'Ignacio Díaz qui le conduit parfois à confondre l'effet et la cause. Ainsi, il est important de saisir, par exemple, que, malgré ses réserves sur la sincérité du soudain ralliement des socialistes à la cause révolutionnaire, la CNT asturienne fut clairement allianciste parce qu'elle sentait que le prolétariat de 1934, lui, l'était pour deux.

On comprend peu, en général, les aléas d'une situation politique donnée en lui appliquant, quelles qu'en soient les circonstances, un postulat aussi peu efficient que celui d'une supposée pureté des bases et d'une prédisposition obligatoire des directions à la trahison. Il vaut mieux faire dans la nuance. Il est clair que les cénétistes ne jouèrent pas la même partition que les ugétistes et, de la même façon qu'il était plus facile, pour les cénétistes, de penser l'Alliance dans la perspective d'une révolution sociale à laquelle ils aspiraient qu'il ne l'était pour les ugétistes de se rallier à l'hypothèse révolutionnaire de laquelle toute leur culture, combative mais structurellement réformiste, les avait éloignés. Le réel est toujours plus complexe, mais aussi plus tragique, que ses représentations. Surtout quand l'on admet que, sans être forcément convaincus de la justesse de leur apparent changement de ligne, nombre de dirigeants ugétistes payèrent, en sang versé, le même prix que ceux de la CNT et des militants de base quand la terrible répression de l'insurrection d'octobre 1934 s'abattit sur le mouvement ouvrier en révolution. Car, il faut tout de même le rappeler, ce ne fut pas la « trahison » des directions ouvrières qui provoqua la défaite, mais la force du réel surarmé que le pouvoir opposa aux révolutionnaires.



La même absence de nuances pourrait être reprochée à Ignacio Díaz sur le traitement de l'insurrection elle-même. S'il est clair que cette levée en masse qui devait être nationale et ne fut qu'asturienne – et en partie catalane, mais sur une base si nationale-indépendantiste qu'elle dissuada la CNT de s'y joindre – sonna comme un échec retentissant pour le PSOE et l'UGT, son fiasco à l'échelle nationale démontra surtout que le PSOE et l'UGT n'avaient pas, volonté mise à part, la capacité pratique de déclencher réellement un mouvement authentiquement révolutionnaire. Cela dit, même les jugeant timorés, ce reproche ne saurait s'appliquer, pour des raisons déjà exposées, aux socialistes et ugétistes asturiens. Car ils furent l'exception, une exception notable, dans la chaîne générale des défaillances. Ce qui ne saurait signifier au demeurant qu'ils ont été ce qu'ils ne pouvaient pas être, à savoir le ferment le plus révolutionnaire d'un mouvement insurrectionnel qui leur échappa pour partie. Ils se contentèrent, comme en atteste le témoignage de Grossi Mier, de tenir leur place dans l'offensive et dans la défaite⁶.

L'analyse que nous offre Ignacio Díaz de ces quinze jours d'insurrection n'est pas exempte de brio et de remarques pertinentes, mais elle s'en tient par trop à charger la mule des reproches à l'égard des « comités directeurs » du mouvement insurrectionnel, quitte à reprendre parfois des calomnies véhiculées par les staliniens, qui savaient aussi être « ultragauchistes » quand la ligne l'exigeait. Au point que la question se pose de ce qui peut bien légitimer une telle charge. Car il y a contradiction dialectique à vanter tout à la fois cette « révolution sans chefs » et à adopter un point de vue obsessionnel sur la carence des mêmes « chefs », leur incompetence, leur aptitude à la débandade et à la magouille. On peut toujours choisir le camp des « incontrôlés », mythifier le « comité des extrémistes », vanter la vigilance révolutionnaire des sans-grade, mais à la condition de se demander, au moins une fois, pourquoi leur pureté, leur abnégation, leur héroïsme et la justesse de leur ligne ne leur ont pas permis de triompher des couards et des incompetents qui les auraient mal dirigés. On connaît ce discours. Il est désormais communément admis dans l'analyse des rapports de force au sein de la CNT durant la guerre civile : sa direction aurait globalement failli quand sa base aurait toujours eu raison. C'est simple comme bonjour. Comme une révolution en temps de guerre ou une insurrection en temps de paix que l'État (républicain) a décidé de réprimer dans le sang.

Reste la force du mythe qui fait des jalons des défaites des promesses de victoire. Oui, le communisme libertaire fut bien proclamé durant l'insurrection dans certaines zones de la région. Oui, l'argent y fut symboliquement aboli. Oui, la radicalité ouvrière s'y exprima. Oui, les directions du mouvement furent contestées. Oui, l'insurrection des Asturies joua d'un grand poids dans la mémoire révolutionnaire en construction qui rejaillira à peine deux ans plus tard dans la résistance au coup d'État militaire et la guerre civile. Oui, l'histoire continue. Oui, un jour viendra où les mauvais jours finiront. Pour le reste, c'est la tâche de la pensée historique de s'émanciper de ses propres convictions pour rendre aux anciens combats toute leur charge de complexité.

Freddy GOMEZ

– À *contretemps*/Spanish Cockpit/septembre 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article872>]

AC

⁶ Manuel Grossi Mier, *op. cit.*, pp. 152-154 : « La fuite des comités ».